

sur les mesures recommandées dans la résolution 41/150 de l'Assemblée générale relative au quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et à soutenir les activités visant à encourager comme il convient la promotion des droits de l'homme et de la justice sociale;

“4. *Invite* tous les Etats à faire connaître au Secrétaire général leurs vues et leurs observations en ce qui concerne l'impact que la Déclaration a eu, depuis son adoption, sur la formulation et l'application des orientations et politiques nationales de leur gouvernement, ainsi que la façon dont il est tenu compte des principes, des objectifs et des moyens et méthodes énoncés dans la Déclaration dans leurs politiques, leurs plans et leurs programmes et dans leurs relations bilatérales et multilatérales en matière de développement;

“5. *Invite* tous les Etats à faire connaître au Secrétaire général leurs vues et leurs observations sur les moyens et méthodes qui pourraient accroître la contribution des organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies à la pleine réalisation des principes et des objectifs énoncés dans la Déclaration;

“6. *Prie* le Secrétaire général de faire figurer les renseignements reçus en application des paragraphes 4 et 5 ci-dessus dans le rapport demandé au paragraphe 5 de la résolution 41/142 de l'Assemblée générale, qui sera présenté à l'Assemblée, lors de sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social;

“7. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées pour célébrer le vingtième anniversaire de la Déclaration, compte tenu des mesures éventuelles recommandées dans l'annexe à la présente résolution, afin de faire mieux connaître et de mettre en lumière l'importance de la Déclaration et le rôle joué et le travail accompli par l'Organisation des Nations Unies pour assurer la réalisation concrète des objectifs de la Déclaration;

“8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-quatrième session un point intitulé “Vingtième anniversaire de la proclamation de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social”;

“9. *Décide également* de consacrer, lors de sa quarante-quatrième session, une séance plénière à la célébration du vingtième anniversaire de la Déclaration, qui tombe le 11 décembre 1989, et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires en vue du programme de cette séance.”

17^e séance plénière
28 mai 1987

ANNEXE

Mesures éventuelles recommandées pour la célébration du vingtième anniversaire de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social

1. Les mesures ci-après sont recommandées en vue d'une action éventuelle au niveau national :

a) Proclamer officiellement le 11 décembre 1989 Journée du progrès et du développement dans le domaine social;

b) Publier, le 11 décembre 1989, des messages spéciaux émanant de chefs d'Etat ou de gouvernement ou d'autres personnalités civiles éminentes;

c) Tenir des séances spéciales dans les parlements et autres institutions publiques ou privées à l'occasion de la Journée du progrès et du développement dans le domaine social;

d) Créer ou renforcer des institutions nationales ou locales pour la promotion du progrès et du développement dans le domaine social et de la justice sociale et encourager des programmes d'éducation à divers niveaux sur le progrès et le développement dans le domaine social;

e) Publier dans les langues nationales le texte de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social;

f) Emettre en 1989 des timbres-poste, des enveloppes premier jour et prévoir des oblitérations spéciales sur le thème du progrès et du développement dans le domaine social;

g) Veiller à ce que les organisations non gouvernementales participent à la célébration de l'anniversaire et organisent elles-mêmes des activités;

h) Organiser des activités dans le cadre et à l'appui des décennies des Nations Unies en cours et des années internationales en préparation sur des questions relatives au développement social.

2. Il est recommandé que le Secrétaire général prenne, entre autres, les mesures suivantes, à l'échelon de l'Organisation des Nations Unies :

a) Publication avant le 11 décembre 1989, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social;

b) Organisation, comme par le passé, de cérémonies commémoratives, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à l'Office des Nations Unies à Genève, à Nairobi et à Vienne et dans les centres d'information des Nations Unies, le 11 décembre 1989 ou aux alentours de cette date.

1987/39. Situation sociale critique en Afrique

Le Conseil économique et social,

Rappelant la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social⁴⁴, qui constitue le cadre de la coopération internationale en matière de développement social,

Rappelant également les résolutions de l'Assemblée générale 39/29 et 40/40, en date des 3 décembre 1984 et 2 décembre 1985, qui ont abouti à la convocation de la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée à la situation économique critique en Afrique, session au cours de laquelle l'Assemblée a adopté par consensus le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990⁵⁰,

Vivement inquiet de l'aggravation de plus en plus rapide des conditions sociales dans la plupart des pays d'Afrique,

Notant avec inquiétude la gravité des actes de violence continus que le régime raciste d'Afrique du Sud commet contre son peuple, la Namibie et les Etats voisins et qui ont abouti à une situation sociale particulièrement préoccupante dans les pays d'Afrique australe,

Notant que, dans le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990⁵¹, les gouvernements des Etats africains ont réaffirmé que le développement économique et social de leur pays était leur responsabilité première, circonscrit les

⁴⁴ Résolution S-13/2 de l'Assemblée générale, annexe.

⁵¹ A/40/666, annexe I, déclaration AHG/Decl. I (XXI).

domaines d'action prioritaire et entrepris de mobiliser et d'utiliser leurs ressources internes en vue de s'acquitter de ces tâches prioritaires,

Réaffirmant que la crise sociale et économique de l'Afrique est une crise de développement qui intéresse la communauté internationale tout entière et qu'une mise en valeur plus poussée du riche potentiel matériel et humain du continent fait partie intégrante d'une stratégie commune visant à favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

Notant que les perspectives d'une exécution concertée du programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 sont compromises par un climat économique extérieur peu favorable et par une stagnation des fonds alloués au développement, en particulier de ceux qui sont assortis de conditions libérales,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général intitulé "Eléments marquants de la situation sociale dans le monde en 1987 : faits récents et questions d'actualité"⁴⁸;

2. *Prie* le Secrétaire général, dans le cadre des organismes des Nations Unies, de continuer à prêter une attention spéciale à la mise en œuvre des aspects sociaux du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990⁵⁰;

3. *Fait appel* à la communauté internationale, aux Etats membres des institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils accroissent leur coopération et leur assistance en vue d'établir ou d'améliorer l'infrastructure nécessaire au développement social soutenu de l'Afrique;

4. *Prie* le Secrétaire général d'élaborer, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement, une annexe complète au prochain rapport sur la situation sociale dans le monde qui portera sur la situation sociale critique de l'Afrique, en s'attachant tout particulièrement aux obstacles qui empêchent d'atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, y compris les répercussions que les politiques d'ajustement structurel ont sur la situation sociale de l'Afrique, en vue de soumettre cette annexe à la Commission du développement social à sa trente et unième session;

5. *Décide* que les renseignements figurant dans l'annexe susmentionnée seront examinés par la Commission à sa trente et unième session, dans le cadre de l'examen de la situation sociale dans le monde.

17^e séance plénière
28 mai 1987

1987/40. Aspects sociaux du développement rural

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1^{er} mai 1974, où figurent la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la résolution 35/56 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980, en annexe à laquelle figure la Stratégie internationale du développement

pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, et la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale, en date du 1^{er} juin 1986, contenant le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990,

Rappelant également la résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1969, contenant la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social,

Inquiet du renversement du processus de développement qui s'est produit dans la plupart des pays en développement, notamment dans le secteur rural,

Soulignant la nécessité d'intensifier les efforts pour mettre en œuvre de grands programmes de développement rural propres à assurer le relèvement des niveaux de vie de la population rurale dans de nombreux pays,

Reconnaissant que les problèmes posés par le service de la dette pèsent lourdement et en permanence sur le développement économique et social de nombreux pays en développement,

Convaincu qu'un apport important de ressources extérieures, l'adoption de politiques d'ajustement structurel efficaces orientées vers la croissance, y compris un allègement substantiel de la dette, l'amélioration des termes de l'échange et une augmentation du volume du commerce mondial dans le cadre de règles et de principes acceptés sur le plan international pourraient à la fois accélérer la croissance et contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie dans les pays en développement,

1. *Estime* que l'application rapide des éléments de solution au problème de l'endettement extérieur des pays en développement, qui figurent dans la résolution 41/202 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1986, pourrait contribuer dans une large mesure à freiner la grave détérioration de la situation sociale dans les pays en développement, notamment dans les zones rurales, situation qui est exposée dans le *Supplément au Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1985*⁵²;

2. *Invite* les organismes appropriés des Nations Unies à inclure la dimension sociale du développement dans leurs programmes de pays et à coordonner leurs efforts par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination;

3. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec les gouvernements et dans le cadre de la résolution 41/202 de l'Assemblée générale, d'inclure dans le rapport de 1989 sur la situation sociale dans le monde une partie traitant des effets de l'ajustement structurel, y compris de la dette, sur le développement social des pays en développement;

4. *Demande* aux gouvernements d'accorder une attention particulière aux aspects sociaux dans leurs politiques et programmes de développement rural;

5. *Invite* les commissions régionales à accorder une attention particulière aux aspects sociaux du développement rural;

⁵² Conditions de vie dans les pays en développement au milieu des années 80 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.3).